



## CHAPITRE 103

## CHAPTER 103

Loi modifiant la charte de la ville de Plessisville      An Act to amend the charter of the town of Plessisville

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

[Assented to, the 31st of January, 1957]

Préambule.

**A**TTENDU que la ville de Plessisville a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est dans son intérêt et celui de ses contribuables, et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 94, soit modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il est à propos de faire droit aux demandes contenues dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1954-55,  
c. 94,  
a. 10,  
remp.

**1.** L'article 10 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 94, est remplacé par le suivant:

S.R.,  
c. 233,  
a. 64,  
remp.  
pour la  
ville.

**"10.** L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Plessisville, par le suivant:

Frais de  
représen-  
tation.

**"64.** Le conseil municipal, sur simple résolution, est autorisé à accorder annuellement, des frais de représentation au montant de huit cents dollars pour le maire et de quatre cents dollars pour chaque échevin. Ces montants sont payables mensuellement.

Dépenses  
de voya-  
ge.

En plus, le maire et les échevins pourront être remboursés des dépenses réelles de voyage qu'ils auront faites dans l'inté-

**W**HEREAS the town of Plessisville has, by its petition, represented:

That it is in its interest and that of its ratepayers and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 3-4 Elizabeth II, chapter 94, be amended to give it more ample powers;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for the above purposes and it is expedient to grant the prayers contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 10 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 94, is replaced by the following:

1954-55,  
s. 94,  
s. 10,  
replaced.

**"10.** Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Plessisville, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 64,  
replaced  
for town.

**"64.** The municipal council on mere resolution, is authorized to grant annually, representation expenses to the amount of eight hundred dollars for the mayor, and of four hundred dollars for each alderman. Such amounts shall be payable monthly.

Repre-  
sentation  
expenses.

In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed the actual travelling expenses they shall have incurred in

Travelling  
expenses.

rêt de la municipalité et en vertu d'une résolution du conseil."

the interest of the municipality and in virtue of a resolution of the council."

S.R.,  
c. 233,  
a. 427,  
am. pour  
la ville.

Enlève-  
ment des  
vidanges.

**2.** L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Plessisville, en ajoutant après le paragraphe 11<sup>a</sup>, le paragraphe suivant:

"11<sup>b</sup> Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges dans les limites de la ville, pour imposer, en vue d'en défrayer le coût, une taxe sur toute personne possédant à quelque titre que ce soit, une maison ou un établissement dans ses limites, exigible même de celui qui refuserait ce service; pour prescrire la nature du matériel et les dimensions des réceptacles où doivent être déposés ces vidanges, et pour interdire à cette fin l'usage de tout réceptacle non construit conformément aux dispositions du règlement. Le taux de la taxe établie à cette fin pourra varier selon les catégories des personnes ou le genre d'établissement."

**2.** Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Plessisville, by adding after paragraph 11<sup>a</sup>, the following paragraph:

R.S.,  
c. 233,  
s. 427,  
am. for  
town.

"11<sup>b</sup>. To provide for the removal of garbage within the limits of the town and, to defray the cost thereof, to impose a tax on every person possessing, by any title whatsoever, a house or an establishment within its limits, exigible even from the one who refuses such service; to prescribe the kind of material and the dimensions of the receptacles in which such garbage must be deposited, and to prohibit the use for such purpose of any receptacle not made in accordance with the provisions of the by-law. The rate of the tax established for such purpose may vary according to the categories of persons or the nature of the establishment."

Garbage  
removal.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

Condi-  
tion.

**3.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1<sup>o</sup>, le suivant:

"1<sup>a</sup> Après qu'un plan de subdivision aura été déposé, de prohiber l'octroi de permis de construction sur des lots de telle subdivision avant que la rue en front du lot sur lequel on se propose de construire ait été ouverte et nivelée par le propriétaire du terrain subdivisé et donné ensuite par ce dernier à la municipalité."

**3.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

"1<sup>a</sup>. After a subdivision plan has been deposited, to prohibit the granting of permits to build on the lots of such subdivision before the street in front of the lot on which it is proposed to build has been opened and levelled by the owner of the subdivided land and afterwards given by the latter to the municipality."

Condi-  
tion.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

Subdivi-  
sion de  
lots.

**4.** Le paragraphe 8 de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"8<sup>o</sup> Pour réglementer la subdivision, l'annulation de subdivision des lots situés dans les limites de la municipalité; pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivision à l'approbation du conseil quinze jours avant leur présentation au ministre qui a chargé du cadastre pour enregistrement; pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues, et ruelles privées, à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité."

**4.** Paragraph 8 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

"8. To regulate the subdivision or cancellation of subdivision of lots situated within the limits of the municipality; to compel the proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council, fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit such subdivisions whenever the same do not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality."

Subdivi-  
sion of  
lots.

S.R.,  
c. 233,  
a. 439,  
remp.  
pour la  
ville.  
Taxe  
spéciale.

**5.** L'article 439 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**"439.** Le conseil peut, dans le but de recouvrer les sommes dépensées pour la construction d'aqueduc, puits publics, citernes ou réservoirs, et l'intérêt sur icelles, imposer, par règlement, en tout ou en partie sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité, ou sur ceux au bénéfice de qui ces améliorations sont faites, une taxe spéciale annuelle en raison de l'étendue du front de ces propriétés ou de leur évaluation."

S.R.,  
c. 233,  
a. 440,  
remp.  
pour la  
ville.  
Respon-  
sabilité  
pour  
taxes.

**6.** L'article 440 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**"440.** Cette taxe spéciale est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu que la corporation ait signifié, à ces propriétaires ou occupants, qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis de leurs immeubles respectifs."

S.R.,  
c. 233,  
a. 581a,  
aj. pour  
la ville.

**7.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 581, le suivant:

Travaux  
perma-  
nents.

**"581a.** Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, approuvée par le ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire sur sa propriété, tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Calcul.

Pour le calcul des deux tiers des propriétaires longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Cotisation  
spéciale.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements

**5.** Section 439 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 439,  
replaced  
for town.

**"439.** The council may, by by-law, in order to recover the sums expended in the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs, and the interest thereon, impose, wholly or in part, on all the owners or occupants of immoveables in the municipality or on those for whose benefit such improvements are made, an annual special tax proportionate to the frontage of such properties or on the valuation."

Special  
tax.

**6.** Section 440 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 440,  
replaced  
for town.

**"440.** Such special tax shall be imposed and levied, even upon the owners or occupants not availing themselves of the water from the water-works, provided that the corporation has notified such owners and occupants that it is prepared, at its own expense, to bring the water to the line of the street opposite their respective immoveables."

Liability  
for town.

**7.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 581, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 581a,  
added  
for taxes.

**"581a.** Upon petition signed by a proprietor or proprietors representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane or part of a street or lane, approved by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to execute, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, pavings, waterworks and their connections, and other so-called permanent works, and to borrow, if need be, the amounts required for such purposes.

Perma-  
nent  
works.

In calculating the two-thirds of the property bordering a street or lane as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Calcula-  
tion.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the pre-

Special  
assess-  
ment.

et la négociation des emprunts sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue du front ou de la superficie de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233) et, à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux; toutefois, la cotisation imposée sur les immeubles, selon leur étendue en front, situés à l'encoignure de deux rues pourra être limitée, en tout ou en partie, à un côté seulement.

Terme  
des em-  
prunts.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt. Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la ville, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Émission  
d'obli-  
gations.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations ou de débentures, émises conformément aux dispositions de la charte de la ville, ou à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Déclara-  
tion  
requis.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la ville, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Fonds  
d'amor-  
tissement.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou débentures, émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

paration of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage or area of their properties, in conformity with the by-laws of the town and the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233) and, for such purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for such works; however, the taxes imposed on immoveables according to frontage situated at the corner of two streets may be limited, in whole or in part, to one side only.

The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made. Such loans shall be ordered by by-law of the council of the town but without being subject to the approval of the ratepayers, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Term of  
loans.

They shall be made by means of an issue of bonds or debentures issued in accordance with the provisions of the charter of the town or in the absence of provisions on the subject in the charter, in accordance with the Cities and Towns Act.

Bonds  
issue.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the council of the town unless a written declaration has been obtained from the town engineer under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

Declara-  
tion  
required.

The special assessment, collected from the interested proprietors for permanent works carried out under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the bonds or debentures issued for the payment of such works, and to redeem such bonds at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the town.

Sinking-  
fund.



Emprunt  
aux ban-  
ques.

La ville est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque, avec le produit de la vente desdites obligations.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations ou débentures doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

S.R.,  
c. 233,  
aa. 604a-  
604f, aj.  
pour la  
ville.  
Fonds de  
roule-  
ment.

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 604, les articles suivants:

"604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer des dépenses de la ville, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

Capital.

"604b. Le capital de ce fonds n'excède pas vingt-cinq mille dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égale montant.

Emprunt.

"604c. La ville est autorisée à emprunter une somme de vingt-cinq mille dollars, remboursable dans une période de quinze ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

Emprunts  
de ce  
fonds.

"604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être pour un terme excédant cinq ans. Cependant, les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution auto-

The town is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said bonds.

Borrow-  
ing from  
banks.

Such loans and the negociation of such bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works."

Delay.

8. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 604 thereof, the following sections:

R.S.,  
c. 233,  
ss. 604a-  
604f, added  
for town.  
Working-  
fund.

"604a. With a view to placing at the disposal of the council the money it may need either to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working-fund".

"604b. The capital of such fund shall not exceed twenty-five thousand dollars and shall be constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount.

Capital.

"604c. The town is authorized to borrow a sum of twenty-five thousand dollars repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveable property shall not be required.

Loan.

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes mentioned in the foregoing section 604a. No such loan shall be for a term exceeding five years. Nevertheless the loans contracted pending the collection of revenues shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine how

Borrow-  
ing from  
such fund.

risant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Place-  
ments.

**"604e.** Le conseil peut affecter les deniers liquides de ce fonds pour acheter des obligations du Canada ou de la province de Québec qui resteront à l'actif dudit fonds.

**"604e.** The council may appropriate the liquid moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec which shall remain credited to such fund. Invest-  
ments.

Intérêts.

**"604f.** Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés."

**"604f.** The interest on the working-fund shall be appropriated as ordinary revenue of the fiscal year during which it is earned." Interest.

1954-55,  
c. 94,  
s. 12,  
remp.  
Publica-  
tion.

**9.** L'article 12 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 94, est remplacé par le suivant :

**9.** Section 12 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 94, is replaced by the following: 1954-55,  
c. 94,  
s. 12,  
replaced.

**"12.** La publication d'un avis public donné pour des fins municipales, se fait en affichant une copie de cet avis dans le hall de l'hôtel de ville."

**"12.** The publication of a public notice for municipal purposes shall be made by posting up a copy of such notice in the corridor of the town hall." Publica-  
tion.

Immeu-  
bles pour  
fins mu-  
nicipales  
ou indus-  
rielles.

**10.** Nonobstant les dispositions du chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, et nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la corporation peut, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas dépasser cent mille dollars.

**10.** Notwithstanding the provisions of chapter 220 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and notwithstanding any general law or special act to the contrary, the corporation may, subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission, acquire, erect and maintain one or more immoveables to be used, wholly or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed one hundred thousand dollars. Immove-  
ables for  
municipal  
or indus-  
trial pur-  
poses.

Vente ou  
location.

La corporation est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, et que le prix de location en soit pas moindre que le montant représentant quatre et demi pour cent d'intérêts par année, sur le coût de construction.

The corporation is authorized to sell or rent the said immovable or immoveables, upon such conditions as it shall determine, provided that the selling price is not less than the cost of the said immoveables, and that the rental price is not less than the amount representing four and one-half per cent interest per annum on the cost of construction. Sale or  
lease.

Emprunt.

Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires muni-

For the above purposes, the council may borrow a sum not exceeding one hundred thousand dollars, by by-law approved by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Loan.

cipales, et par les électeurs propriétaires, conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements d'emprunt. Affairs, and by the electors who are proprietors, in accordance with the provisions of the law respecting loan by-laws.

Entrée en  
vigueur.

**11.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**11.** This act shall come into force on the day of its sanction. <sup>Coming  
into force.</sup>